



L'AG de la CGT Finances Publiques s'adresse à tous les agents

L'assemblée des syndiqués de la section des Hauts-de-Seine de la CGT Finances Publiques s'est réunie le 22 novembre 2016 à Nanterre. 73 collègues étaient présents.

L'assemblée a débattu de la situation que nous vivons comme agents des Finances publiques.

Que constatons-nous ?

Les suppressions d'emplois continuent : **29 suppressions sont annoncées pour 2017, (-4 IP, +1 Idiv CN, -3 A, -15 B, -8 C)** ce qui portera à 500 le nombre de suppressions intervenues dans notre département depuis 2009, année de la fusion. Et malgré les suppressions chaque année, le **sous-effectif persiste : -46 B, - 57,7 C** au 1^{er} novembre 2016 (après temps partiels).

Les restructurations n'ont pas de cesse.

Pôles supra départementaux, concentrations et fermetures de services, centres de contacts... dans notre département sont annoncés pour 2017 : la fusion des PRS à Nanterre, des SIE à Boulogne, la fusion SPF-Pôles enregistrement, le démantèlement du CDIF (Sèvres et Nanterre), la disparition du SIE de La Défense, la fermeture de la trésorerie de Levallois. D'ici fin 2018 il est prévu de rattacher la plus grande partie du service RH de la DDFIP (celle qui s'occupe de tout ce qui touche au salaire) à un pôle interministériel interrégional dont la localisation n'est pas encore connue. Les trésoreries mixtes sont aussi en ligne de mire.

L'accueil sur rendez-vous va être introduit sur deux sites : Montrouge et Suresnes. C'est toute la mission d'accueil et les agents qui y sont affectés qui vont être impactés, l'objectif étant de réduire la plus possible l'accueil physique.

Le prélèvement à la source va avoir de lourdes conséquences pour les finances de l'État, les contribuables (fin de la confidentialité, avance obligatoire faite à l'état) mais aussi pour nos services : la gestion s'annonce d'une particulière complexité tant pour les SIP (suivi du taux de prélèvement) que pour les SIE (suivi des tiers collecteurs) et les services d'accueil.

Nos droits sont en recul.

La DG multiplie les contraintes, particulièrement sur la mutation : 3 ans à résidence pour les nouveaux cadres C, 3 ans dans la spécialité pour les nouveaux cadres B, bilans de compétences pour les A vérificateurs tous les 5 ans, réduction du nombre de RAN, obligation de suivre le service en cas de transfert dans la commune.

Dans l'assemblée plusieurs interventions ont souligné **la situation critique dans nos services :**

« les SIP sont particulièrement touchés par le sous-effectif : SIP de Boulogne : -3,8 C, SIP de Clichy : -3 B, -2,4 C, SIP de Colombes : -3,2 B, -1,5 C, Courbevoie : -3,2 B, -2,2 C, Levallois, -2,4 B, Nanterre-Rueil : -3,7 B, -4,5 C. On n'y arrive plus. Encore des suppressions, encore des emplois vacants qui préparent les suppressions de l'année suivante. Cela ne peut plus durer. Il faut que cela s'arrête ! »

Plusieurs participants ont fait état que le manque d'effectifs est utilisé pour multiplier les difficultés dans l'octroi des congés notamment à l'approche des fêtes de fin d'année.

Un camarade a informé que les agents du CDIF de Nanterre, qui contestent le projet de démantèlement du CDIF, ont été reçus par la direction le 21 novembre avec les sections CGT, Solidaires et FO. Ceux de Sèvres ont obtenu le principe d'une rencontre sur place avec la direction.

Partout la pression sur les agents s'accroît. Partout le mécontentement grandit.

Plusieurs intervenants se sont interrogés sur les possibilités d'une action plus large sur le département à partir des revendications des postes et services.

Dans cette situation, après la journée du 15 novembre qui a vu les agents dans tout le pays exprimer leur volonté de mettre un coup d'arrêt au démantèlement de la DGFIP

l'assemblée a décidé à l'unanimité :

- **d'appeler tous les agents à établir sur chaque site la situation exacte de l'emploi et du sous-effectif,**
- **à définir dans tous les domaines leurs revendications précises,**
- **et à les porter à la direction à l'occasion du CTL sur les suppressions d'emplois 2017, en exigeant : l'arrêt des suppressions d'emplois et restructurations et le pourvoi des postes vacants .**

La section a été mandatée pour rencontrer les sections Solidaires et FO en ce sens.

Pour la défense de nos droits, pour nos revendications, organisons-nous sur tous les sites, prenons nos affaires en mains.

Rejoignez la section des Hauts-de-Seine de la CGT Finances Publiques !